

Commune de

Barjouville

(Eure-et-Loir)

Élaboration du plan local d'urbanisme

- Pos approuvé le 30 juillet 1980, modifié le 25 mars 1988, mis à jour le 10 octobre 1988
- 1^{er} révision simplifiée approuvée le 9 septembre 2005,
- 2^e révision simplifiée approuvée le 16 décembre 2005
- 1^{re} révision prescrite le 28 mars 1997
- 2^e modification approuvée le 14 mars 2008
- 3^e modification approuvée le 25 septembre 2009
- 4^e modification approuvée le 13 mai 2011
- Plu arrêté le 5 juillet 2013
- Plu approuvé le 25 septembre 2014

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal du 25 septembre 2014 approuvant le plan local d'urbanisme de la commune de Barjouville

Le maire,
Jean-François Lelarge

Annexes sanitaires Notice

Date :

19 septembre 2014

Phase :

Approbation

6.1

Mairie de Barjouville 1 rue Jean-Moulin 28630 Barjouville
tél : 02 37 34 30 04 / fax : 02 37 34 80 08 / courriel : mairie@barjouville.fr
Agence Gilson et associés Sas, urbanisme et paysage, 2, rue des Côtes 28000 Chartres

1 – Alimentation en eau potable

Gestion :

La commune adhère à Chartres Métropole qui gère l'adduction d'eau potable.

Elle est alimentée par un captage localisé au lieu-dit « Les Larris » disposant de servitudes établies au titre du code de la santé publique. Ce captage délivre une eau de qualité conforme à la réglementation pour l'ensemble des paramètres recherchés mais la ressource reste vulnérable vis-à-vis des nitrates.

Chartres Métropole assure la distribution d'eau potable au profit de 13000 abonnés. La consommation se stabilise depuis quelques années à 180 000 m³ dont 160 000 pour la consommation domestique.

- Projets (*interconnexion, réhabilitation, renforcement, etc*) : le remplacement des conduites d'eau potable est entrepris depuis plusieurs années

Captage :

- Type : captage
- Nombre de forages : 1 captage
- Localisation : au lieu-dit « Les Larris

- Il existe un périmètre de protection sur le territoire communal : servitudes d'utilité publique AS1.

Réservoir :

- Nombre de réservoirs : 1
- Type : réservoir semi enterré avec surpression
- Localisation : au sud de la zone d'activités
- Volume du réservoir : . 300m³

2 – Assainissement des eaux usées

Tout le territoire communal est relié au réseau collectif d'assainissement de l'agglomération chartraine à l'exception d'une partie du bourg et des hameaux de Lambert, Montmureau et Moineaux.

L'assainissement sur l'agglomération de Chartres en quelques chiffres :

- 20 000 m³ d'eaux usées collectées par jour sur l'agglomération
- 292 km de réseau de canalisations enterrées pour la collecte des eaux usées des 90 000 habitants
- 17 postes de relèvement pour favoriser le transport des eaux usées dans le réseau de canalisations
- Une usine de dépollution, à Lèves, qui traite les 7 000 000 m³ annuels d'eaux usées collectées

Généralités :

Chartres métropole est engagée depuis 2014 dans l'étude approfondie de son schéma directeur d'assainissement dont l'une des actions majeures sera la construction d'une nouvelle station d'épuration. Cette étude a été réalisée par le bureau d'études *SAFEGE*.

En attendant la mise en service d'une nouvelle station d'épuration, des travaux importants sur l'actuelle station sont effectués.

La station d'épuration actuelle a une capacité de 114 000 équivalents-habitants et la future station d'épuration est prévue pour 200 000.

3 – Gestion des déchets

Chartres Métropole est l'autorité compétente en matière de collecte, traitement et valorisation des déchets.

Chartres Métropole

3, rue Charles Brune 28 112 Lucé Cedex

Tél. : 02 37 91 35 20 - Fax : 02 37 91 35 49

n° vert : 0800 22 20 36

La collecte des ordures ménagères est assurée par les agents de Chartres Métropole. Elles sont ensuite acheminées vers l'usine Orisane de Seresville, un centre de traitement et de valorisation énergétique.

-Type de collecte et de traitement par catégories de déchets :

. **ordures ménagères** :

collecte : porte à porte 2 fois par semaine

Traitement : incinération

. **emballages recyclés** :

collecte : porte à porte 1 fois par semaine

Traitement : recyclage

. **déchets verts** :

collecte : porte à porte 1 fois par semaine d'avril à décembre ou déchetterie

Traitement : compostage

. **verre** :

collecte : point d'apport volontaire

Traitement : recyclage

. **papier** :

collecte : point d'apport volontaire

Traitement : recyclage

. **encombrants** :

collecte : porte à porte 1 fois par mois

Traitement : recyclage

- Localisation de l'unité de traitement : centre d'incinération Orisane de Seresville à Mainvilliers

- Localisation des déchetteries : rue de la Taye à Lucé et rue Fontaine-Bouillant à Champhol.



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction Départementale
des Territoires

Service Gestion des Risques, de l'Eau et de la
Biodiversité

17 Place de la République
CS 40517
28008 CHARTRES Cedex

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CHARTRES METROPOLE

Arrêté n° 2013 283-0002

- Déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux permettant le prélèvement pour l'alimentation en eau potable dans la prise d'eau des « Trois Ponts » sur la rivière Eure à Chartres,
- Autorisant le prélèvement de l'eau dans ladite prise d'eau,
- Déclarant d'utilité publique les périmètres de protection de la prise d'eau dans l'Eure,
- Autorisant la distribution de l'eau en vue de la consommation humaine.

LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 214-1 à 6, L. 215-13 d'une part et R. 214-1 à 56 d'autre part;

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L. 1321-1 à L. 1321-4, L. 1321-7 et L. 1324-3 d'une part et R. 1321-1 à R. 1321-36 d'autre part ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L. 11-5, L. 11-7, L. 13-1 à L. 13-18, R. 11-1 à 14 et R. 11-21;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 211-1, L. 126-1, L. 421-1, R. 422-2, R. 126-1 à R. 126-3, R. 123-23 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0 et 1.3.1.0. de la nomenclature de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral N° 2006-0496 du 15 mai 2006 fixant dans le département d'Eure-et-Loir la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux ;

VU la délibération de La Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole en date du 28 janvier 2013, demandant l'ouverture des enquêtes publiques et parcellaire afin de déclarer d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux et les périmètres de protection de la prise d'eau dans l'Eure destinée à la consommation humaine situé sur la commune de Chartres sise au lieu-dit « Les Trois Ponts », ainsi que l'autorisation de distribution de cette eau en vue de la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 avril 2013 prescrivant, pour la période du 15 mai au 14 juin 2013, l'ouverture des enquêtes publique et parcellaire en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et des périmètres de protection de la prise d'eau dans l'Eure ainsi que l'autorisation de distribution de cette eau en vue de la consommation humaine ;

VU les pièces du dossier soumis à ces enquêtes, notamment les plans des lieux et les états parcellaires situant les terrains concernés ;

VU les registres d'enquêtes ouverts dans les 7 mairies concernées : Barjouville, Chartres, Le Coudray, Luisant, Morancez, Thivars et Ver Les Chartres ;

VU les observations et l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 10 juillet 2013 ;

VU le rapport hydrogéologique établi le 2 décembre 2010 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental des territoires en date du 9 août 2013;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 19 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que la dérivation des eaux superficielles, induite par l'exploitation de la prise d'eau dans l'Eure sis au lieu dit « Les Trois Ponts » sur le territoire de la commune de Chartres est indispensable pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la population de la Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole et présente de ce fait un caractère d'utilité publique ;

CONSIDÉRANT que l'établissement des périmètres de protection et les prescriptions techniques tels qu'ils sont prévus dans le présent arrêté sont de nature à réduire les risques de pollution accidentelle susceptibles d'affecter la qualité de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable ;

CONSIDÉRANT que l'établissement de ces périmètres de protection présente un caractère d'intérêt général et autorise le Préfet à considérer l'opération comme étant d'utilité publique ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE :

SECTION 1

Déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux

ARTICLE 1er.

Est déclarée d'utilité publique la dérivation des eaux par Chartres Métropole résultante de l'exploitation de la prise d'eau dans l'Eure « Les Trois Ponts » sur le territoire de la commune de Chartres , parcelle 537 de la section AR.

ARTICLE 2.

La Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils peuvent prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION 2 **Autorisation du prélèvement d'eau**

ARTICLE 3.

La Communauté d'agglomération de Chartres Métropole représentée par son président, est autorisée à procéder au prélèvement d'eaux à partir de la prise d'eau dans l'Eure réalisée sur le territoire de la commune de Chartres, sur les parcelle n° 537 de la section AR.

ARTICLE 4.

Le prélèvement s'effectue dans les conditions définies par le dossier qui a été soumis à enquête publique, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié susvisé et du présent arrêté.

ARTICLE 5. Conditions générales du prélèvement

Le prélèvement respecte les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié susvisé. En particulier :

- un dispositif approprié de mesure du volume prélevé est installé ;
- les volumes mensuels prélevés ainsi que les incidents éventuellement survenus dans l'exploitation sont consignés dans un registre tenu à la disposition des agents chargés du contrôle ;
- le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de laisser libre accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du Code de l'Environnement ;
- le bénéficiaire de l'autorisation déclare au Préfet, dès qu'il en a connaissance, tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative ainsi que les mesures prises pour y remédier ;
- toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation aux ouvrages ou aux installations de prélèvement ou à tout autre élément du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 6. Disposition spécifique aux zones de répartition des eaux

Le bénéficiaire de l'autorisation, le cas échéant par l'intermédiaire de son mandataire, communique au Préfet dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile un extrait ou une synthèse du registre visé à l'article 5, qui comprend *a minima* les volumes mensuels prélevés.

ARTICLE 7. Conditions particulières du prélèvement

- Le prélèvement s'effectue dans la rivière Eure ;
- Le débit instantané du prélèvement est de :
 - 450 m³/h en période d'étiage (de juin à octobre) soit 9 000 m³/jour maximum (sauf cas exceptionnel).
 - 850 m³/h hors période d'étiage soit 17 000 m³/j maximum.
- La durée maximale de pompage en continu est fixée à 20 heures.

ARTICLE 8. Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9. Transmission du bénéfice de l'autorisation

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle mentionnée dans cet arrêté, le nouveau bénéficiaire doit en faire la demande au Préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation ou des travaux ou le début de l'exercice de l'activité.

SECTION 3 Périmètres de protection

ARTICLE 10.

La création des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la prise d'eau dans l'Eure sise au lieu-dit « Les Trois Ponts » situé sur la commune de Chartres, sur la parcelle n° 537 de la section AR est déclarée d'utilité publique.

ARTICLE 11.

Les périmètres de protection sont établis ainsi qu'il suit, conformément aux plans et à l'état parcellaire susvisés.

Article 11.1- Périmètre de protection immédiate

a) Délimitation

Il est établi afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et d'empêcher la dégradation des ouvrages.

Il sera constitué par la parcelle n° 537 de la section AR. Cette parcelle, propriété de Chartres Métropole, est entièrement clôturée et fermée.

b) Prescriptions

A l'intérieur du PPI, sont mises en œuvre les prescriptions suivantes :

- Toutes activités, dépôts, autres que ceux nécessaires au contrôle et à l'entretien de la prise d'eau et du matériel de pompage seront interdits ;
- L'accès sera exclusivement réservé au personnel du service de l'eau ;
- Les entreprises sous-traitantes devront être accompagnées par l'exploitant.
- L'entretien du sol et du pied des clôtures ne devra être effectué que par des moyens mécaniques ou thermiques sans utilisation de produits chimiques.

c) Travaux et aménagements

- Il sera nécessaire de faire dépasser la clôture en avant de la berge de l'Eure, de part et d'autre de la prise d'eau pour éviter toute intrusion de personnes ;
- Une alarme anti-intrusion devra être installée sur le portail d'accès et sur la porte du local des pompes.

Article 11.2- Périmètre de protection rapprochée

La fonction du périmètre de protection rapprochée (PPR) est de maintenir la qualité des eaux prélevées. Les dispositions prises ont donc pour finalité :

- d'éviter l'entraînement vers la prise d'eau de substances pouvant altérer la qualité des eaux superficielles prélevées,
- d'interdire ou de réglementer toute activité susceptible de générer une pollution accidentelle ou ponctuelle qui risquerait d'être préjudiciable pour la prise d'eau.

Le PPR de la prise d'eau des Trois Ponts se décompose en une zone « de protection renforcée » et une zone « de protection allégée » définies en fonction de leur vulnérabilité.

a) Prescriptions sur tout le PPR

Pour les activités et les installations futures

Sont interdits :

- La création de plans d'eau en vallée ;
- le comblement d'excavations avec des matériaux non inertes ;
- l'extraction de matériaux en lit mineur et majeur ;
- les piscicultures ;
- les épandages de fumiers, à moins de 25 m des berges des cours d'eau permanents, sauf si les cultures concernées sont effectuées sous serre ;
- les épandages de lisiers, matières de vidange et boues de station d'épuration à moins de 25 m des berges des cours d'eau permanents ;
- la préparation de bouillies phytosanitaires et le rinçage de cuves à moins de 25 mètres des cours d'eau permanents ;
- les dépôts de déchets solides et liquides de toute nature à moins de 100 mètres des berges et hors des aires aménagées avec récupération des eaux au-delà ;
- les cimetières et inhumations privées ;
- l'enfouissement de cadavres d'animaux,
- le stationnement (hors livraisons) de citernes de produits chimiques à moins de 100 mètres des cours d'eau permanents ou exceptionnellement sur aire de rétention ;
- les canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques ;
- les rejets directs d'eaux usées non traitées, domestiques, industrielles et agricoles dans les cours d'eau ;
- les émissaires d'eaux pluviales sans bassin de rétention, déshuileur et vanne de fermeture ;
- les pompages en rivière à l'aide de moteurs thermiques.
- l'abreuvement direct dans les cours d'eau ;
- les abreuvoirs et stabulations d'animaux à moins de 25 mètres des berges des cours d'eau permanents, à l'exception de ceux ayant fait l'objet d'un programme spécifique d'aménagement.

Interdictions et réglementations concernant les activités existantes :

sont interdits :

- les épandages de fumiers, à moins de 25 m des berges des cours d'eau permanents, sauf si les cultures concernées sont effectuées sous serre ;
- les épandages de lisiers, matières de vidange et boues de station d'épuration à moins de 25 m des berges des cours d'eau permanents ;
- la préparation de bouillies phytosanitaires, et le rinçage de cuves à moins de 25 mètres des berges des cours d'eau permanents ;
- les dépôts de déchets solides et liquides de toute nature à moins de 100 mètres des berges des cours d'eau permanents, et hors des aires aménagées, au-delà ;
- le stationnement, hors livraisons, de citernes de produits chimiques à moins de 100 mètres des cours d'eau permanents, exceptionnellement sur aire de rétention ;
- les pompages en rivière à l'aide de moteurs thermiques ;
- les stockages d'hydrocarbures et produits chimiques non munis d'aire de rétention ;
- les abreuvoirs et stabulations à moins de 25 mètres des berges, et l'abreuvement direct dans les cours d'eau, à l'exception de ceux ayant fait l'objet d'un programme spécifique d'aménagement ;
- l'entretien d'embarcations sur les rives (moteurs, peintures) et à moins de 50 mètres des berges ;
- l'entretien et le lavage de véhicules, citernes, cuves et matériels à moins de 50 mètres des berges, et dans les agglomérations hors des aires aménagées ;
- le stationnement de caravanes et campings cars, hors des terrains autorisés et assainis ;

Sont réglementés :

- les stockages d'engrais, produits phytosanitaires et produits chimiques de toute nature, situés à moins de 50m des cours d'eau, seront effectués sous bâtiment et sur aire de rétention ;
- l'épandage de toutes substances ou produits si les analyses de l'eau brute mettent en évidence un accroissement durable de leurs concentrations pouvant conduire à un dépassement des limites de qualité fixées par le code de la santé publique pour les eaux destinées à la consommation humaine. Dans ce cas, des mesures particulières devront être prises par le représentant de l'Etat, en vertu des pouvoirs que lui confèrent les lois et règlements pour réduire les concentrations mesurées sur l'eau brute et les maintenir à un niveau acceptable pour la santé publique ;
- les travaux hydrauliques : curage des cours d'eau, évacuation, re-profilage et suppression de fossés seront soumis à autorisation.

Travaux et aménagements

- les nouvelles voies de circulation (routes bordières et ponts) seront équipées de fossés collecteurs d'eaux pluviales et de bassins de rétention/déshuilage munis d'une vanne de fermeture, et de glissières de sécurité ou murs anti-renversements selon l'importance du trafic.
- Les eaux pluviales de chaussées, au niveau des ponts de la RN 910 à Thivars sur l'Eure et le Berthelot devront être collectées et dirigées vers des bassins de rétention/déshuilage avant rejets dans les rivières.
- Les bassins de rétention des eaux pluviales de l'A11 sur l'Houdouenne devront être réhabilités, et équipés de séparateurs à hydrocarbures. Les rejets directs d'eaux pluviales dans l'Houdouenne seront supprimés.
- Sur tous les ponts franchissant les rivières hors agglomération, la vitesse de circulation sera limitée à 70 km/h, à l'exception de l'Autoroute A 11 et de la Rocade N 123.(demande au CG)

- Les rejets directs d'effluents domestiques et industriels dans les cours d'eau seront obligatoirement traités préalablement.
- Leurs émissaires seront équipés d'un dispositif de rétention et d'une vanne adaptée au niveau de risque, en cas de pollution dans le réseau.

- Les émissaires collectifs ou semi-collectifs d'eaux pluviales seront équipés d'un bassin de rétention/déshuilage et d'une vanne de fermeture manœuvrable en cas de déversement de produits polluants sur les chaussées.
- Les bassins de régulation/rétention et leurs vannes seront remis en état et régulièrement entretenus.

b) Prescriptions particulières de la zone renforcée

Prescriptions générales

Sont interdits :

- La circulation et l'amarrage d'embarcations à moteur thermique, à l'exception de celles nécessaires à l'entretien des cours d'eau et aux services d'urgence ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts communaux, à moins de 100 mètres des berges des cours d'eau permanents ;

Travaux et aménagements

- Les émissaires des bassins de collecte des eaux pluviales des " Chariots " et du " Gord " devront être aménagés avec un bassin de rétention avec vanne ;
- Les eaux collectées par le bassin de la Cavée, non contrôlable par des bassins de rétention et par des vannes, seront traitées avant rejet dans le milieu naturel ;
- les postes de refoulement du réseau d'eaux usées devront tous être équipés d'alarme ;
- les bassins de la Rocade RN 123 devront être curés, remis en état et équipés de vannes de fermeture. Les barrages flottants seront remplacés ;
- les eaux de chaussées de la RD 105 de part et d'autre de l'Eure devront être collectées et transiter par des bassins de rétention/déshuilage munis de vannes avant rejet dans le milieu naturel.

Le long de la RD 935, du " côté Eure ", au niveau du centre commercial, Il sera nécessaire :

- de supprimer les rejets directs d'eaux pluviales dans l'Eure (avaloirs du caniveau de la D 905) ;
- de rehausser la bordure de trottoirs du côté de l'Eure sur 200 mètres en amont du pont ;
- de réaliser un merlon de terre ou un muret en béton entre les deux entrées de la piste cyclable
- par sécurité, un aménagement de l'exutoire du bassin de collecte du Grand Séminaire sera mis en place pour maîtriser une éventuelle pollution accidentelle sur la zone d'activités ou la voirie.

ARTICLE 12

Les déversements accidentels de substances liquides ou solubles sur les terrains inclus dans les différents périmètres et sur les voies ou portions de voies traversant ou longeant celui-ci sont signalés à l'exploitant du forage par le(s) propriétaire(s) ou l' (les) exploitant(s) concerné(s) dès qu'il(s) en a (ont) connaissance.

ARTICLE 13 – Sécurité des ouvrages et installations de production, de traitement et de distribution de l'eau :

Les ouvrages et les installations de production, de traitement et de distribution sont protégés d'éventuels actes de malveillance par la mise en œuvre de matériels et d'équipements adaptés incluant notamment un ou plusieurs dispositifs d'alarme informant immédiatement l'exploitant ou l'organisme en charge de la surveillance, de toute tentative d'effraction ou de toute intrusion.

ARTICLE 14- Délais de réalisation des travaux de mise en conformité.

Les travaux induits par les articles 11.2.a et 11.2.b doivent être réalisés dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification du présent arrêté. Les travaux induits par les articles 11-1 et 13 sont à réaliser dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 15 – Sécurisation de la qualité de l'eau.

Les mesures prévues au deuxième tiret du chapitre des réglementations concernant les activités existantes sont également mises en œuvre sur la zone correspondant à l'aire d'alimentation de la prise d'eau, nonobstant toute autre disposition de protection à prescrire au-delà de la superficie concernée par le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 16.

Il est pourvu à la dépense au moyen des ressources créées par le bénéficiaire de l'autorisation, abondées des subventions accordées pour ce type d'intervention.

SECTION 4

Autorisation de distribution de l'eau à la population

ARTICLE 17.

la Communauté d'agglomération de Chartres Métropole est autorisée à utiliser pour l'alimentation en eau de la population, la prise d'eau dans l'Eure sise au lieu-dit « Les Trois Ponts » sur le territoire de la commune de Chartres, parcelle n° 537 de la section AR.

L'eau captée fait l'objet d'un traitement approprié dans l'usine de la rue des Réservoirs dont la filière de traitement a été autorisée par arrêté préfectoral du 15/10/2008.

L'eau distribuée est conforme aux limites et références de qualité définies par la réglementation en vigueur, relative aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

Elle est soumise à ce titre aux analyses périodiques de contrôle prévues par les textes.

Le nombre et/ou le type de ces analyses peuvent être adaptés et augmentés en tant que de besoin, si l'eau produite montre des signes de dégradation.

ARTICLE 18.

Le bénéficiaire de l'autorisation porte à la connaissance de la population concernée les résultats analytiques obtenus sur l'eau produite et sur l'eau distribuée, de même que les éventuelles restrictions d'usage formulées par les services de l'Etat, chargés du contrôle de la qualité de l'eau.

SECTION 5
Dispositions communes

ARTICLE 19.

Le présent arrêté est, par les soins et à la charge de son bénéficiaire, notifié individuellement par lettre recommandée avec accusé de réception, à chacun des propriétaires concernés par l'établissement des périmètres de protection dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si l'identité ou l'adresse du propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, à charge pour lui de la communiquer à l'occupant des lieux.

ARTICLE 20.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au plan local d'urbanisme dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 21.

Le présent arrêté est :

- affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole ainsi que dans les communes concernées pendant une durée minimale de deux mois,
- publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

Dans un journal local, sont mentionnés en caractères apparents les points suivants :

- le dossier du projet et le présent arrêté sont consultables au siège de la Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole et à la Préfecture d'Eure-et-Loir, - le présent arrêté est consultable sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir, - les servitudes sont inscrites à la demande du bénéficiaire du présent acte à la conservation des hypothèques dans un délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté.

ARTICLE 22. Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative signataire ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours contentieux peut être introduit auprès du Tribunal Administratif d'Orléans dans le même délai.

ARTICLE 23.

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole, Monsieur le Maire de Chartres, Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le 9 OCT. 2013

Pièce annexée : - 1 plan parcellaire

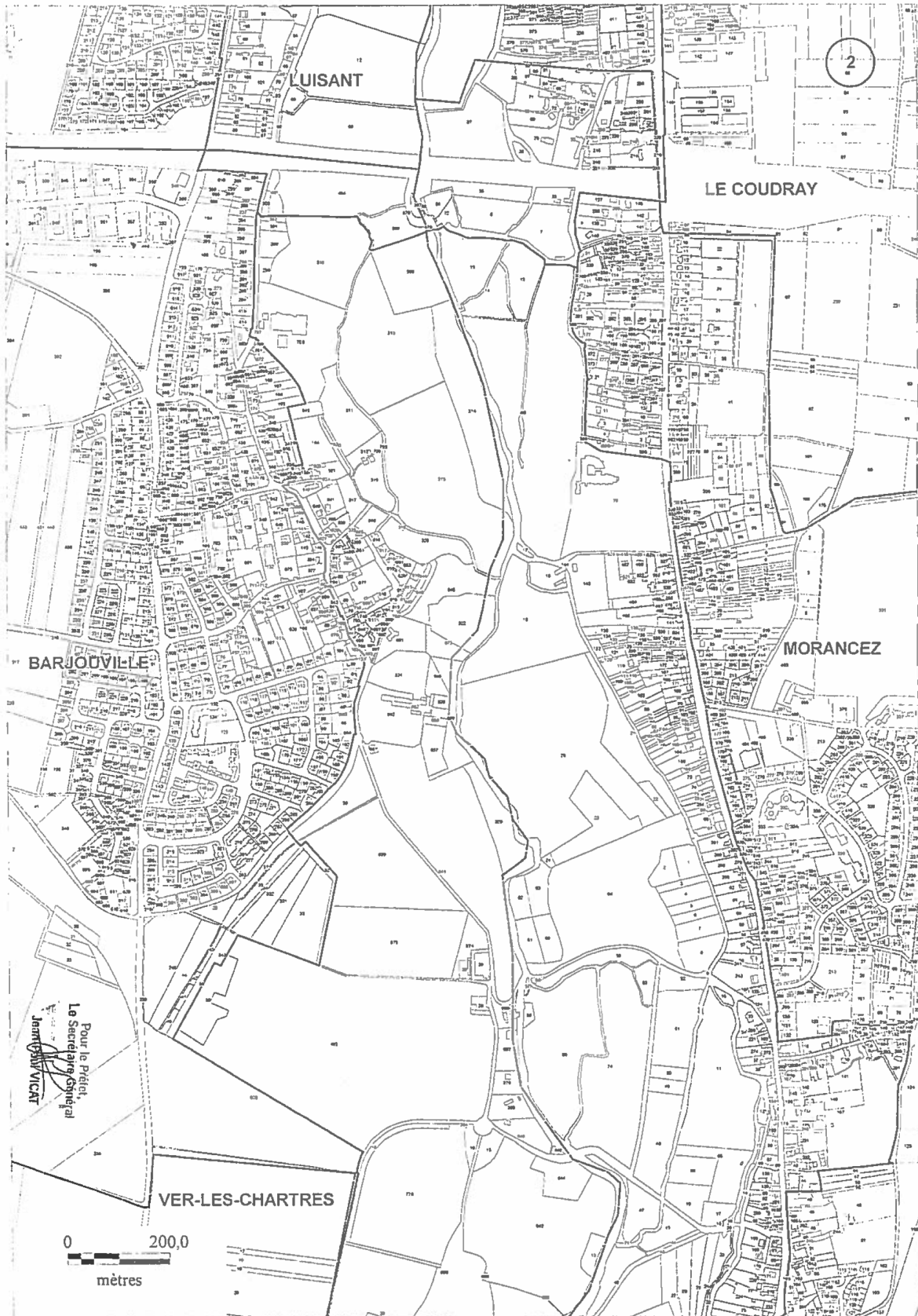
voies et délais de recours :

« conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication »

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Jean-Paul VICAT





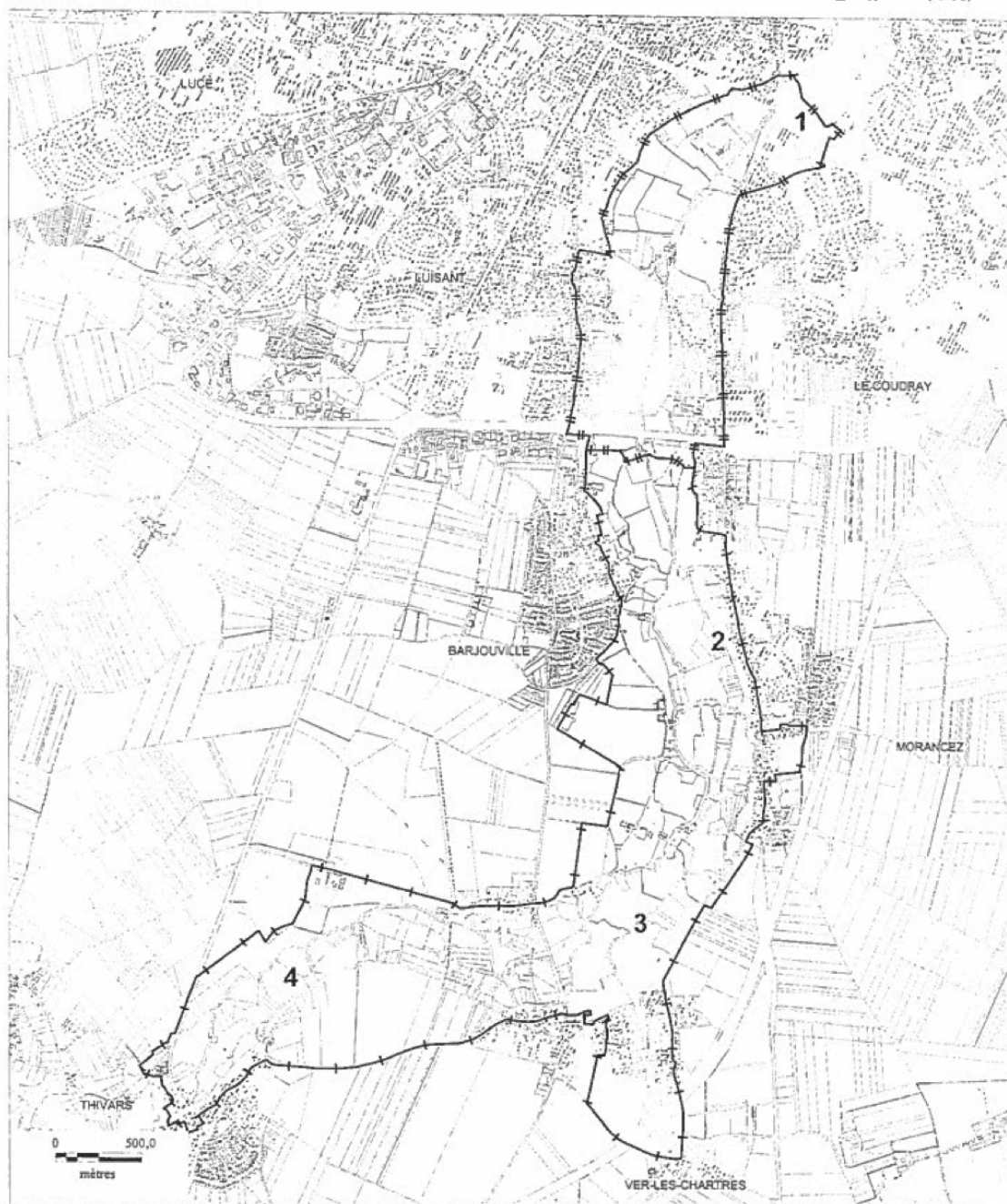
COMMUNE DE CHARTRES

Prise d'Eau Alimentation en Eau Potable
des " 3 Ponts " dans l'EURE sur la commune de CHARTRES
au 08/08/2013



Périmètre de Protection

- Immédiat
- Rapprochée 1 (Zone A)
- Rapprochée 2 (Zone B)



DDT 28

17 Place de la République
CS 40517
28 000 CHARTRES Cedex
Tél : 02 37 20 40 60 Fax : 02 37 36 37 03

Cartographie issue de BD Parcelaire/SD carto
© IGN - Paris - 2011
Projet de loi Inter-municipal de 2013
reproduction interdite
Sources des données : DDT 28

Nom du fichier : CAPTAGE_CHARTRES_METROPOLE_2013.WOR

